

La politique coloniale du P.C.F. jugée par le F.L.N.

Le Bulletin d'Information de la Fédération de France du F.L.N. vient de publier, en réponse à l'article de L. Feix que nous avions signalé dans un précédent numéro, une mise au point portant sur le fond de la politique algérienne du P.C.F. Ce texte ne peut manquer d'avoir un grand retentissement. Il fait justice de nombreuses allégations plus ou moins fantaisistes qui se plaisaient à donner du F.L.N. l'image déformante d'un nationalisme primaire, fanatique et aveugle.

apolitique et un peu irresponsable, allégations trop intéressées et témoignant d'une trop grande méconnaissance de la Résistance algérienne.

Le but de ce texte, tel que le définit le F.L.N. est « de situer les responsabilités qui pèsent sur les épaules des dirigeants du P.C.F. dans la démobilité des couches sociales qu'ils contrôlent ou influencent ». C'est dire que le F.L.N. situe très nettement la cause de la passivité du prolétariat

français. On ne parviendra pas à faire passer sa critique pour un point de vue réactionnaire.

Nous regrettons, et nous excusons auprès des camarades algériens, d'être obligé de nous limiter à une reproduction partielle de ce document qui offrira aux membres du P.C.F. l'occasion de méditer sur le fossé creusé par leurs dirigeants entre le prolétariat de ce pays et la révolution algérienne.

En janvier 1956 et jusqu'au 12 mars un espoir soulevait le peuple algérien devant la prise de conscience du peuple français et ses actions courageuses (manifestations de la gare de Lyon, Rouen, Grenoble, etc...).

L'attitude des rappelés semblait infirmer le pessimisme de ceux qui évoquaient 1937 et l'interdiction de l'Etoile Nord-Africaine, ou 1945 et les massacres du Constantinois. La suite des événements devait montrer que les appareils politiques qui encadrent et dirigent la classe ouvrière n'ont rien appris de l'histoire et savent toujours maîtriser les élans qui pouvaient faire de la solidarité entre la classe ouvrière et les peuples coloniaux une réalité vivante et durable. Le 12 mars 1956, le P.C.F. qui ne voulait pas sacrifier « le Tout » (à savoir l'alliance avec les socialistes dont « l'anti-colonialisme » s'est manifesté tout au long de la guerre d'Indochine, et en la personne des fonctionnaires d'Afrique tels Naegelen, Béchard...) à la « Partie », c'est-à-dire la lutte contre la guerre d'Algérie, votait les pleins pouvoirs militaires. Une illusion prenait fin.

LES MOTS D'ORDRE ET L'ACTION

Les différents mots d'ordre lancés par le P.C.F. depuis le 1^{er} novembre 1954 et leur évolution en fonction du progrès de notre Révolution se sont traduits sur le plan de l'action par le refus de la lutte et par la négation dans les faits du soi-disant « soutien inconditionnel » aux peuples coloniaux. La solidarité à l'égard des travailleurs algériens émigrés en France a été à peu près nulle. Aucune manifestation, aucune action n'a trouvé un appui autre que verbal chez les organisations ouvrières. Contre la répression qui frappe chaque jour nos compatriotes, aucune lutte n'est organisée.

Certes, de-ci de-là, la solidarité des travailleurs français se manifeste. Elle reste cependant individuelle et n'a jamais revêtu jusqu'à ce jour l'aspect d'une action organisée. Des exemples récents le prouvent. Des syndicalistes algériens sont arrêtés et transférés en Algérie. L'événement ne vaut que quelques lignes discrètes dans l'« Humanité ».

En 1955-1956, les manifestations ouvrières contre le départ des rappelés rencontrent une opposition sourde de la part du P.C.F. « L'Humanité » dénoncera les « gauchistes », les « provocateurs » de Grenoble ; n'appellera pas à étendre l'action, ne lancera aucun mot d'ordre aux soldats qui partent défendre les privilèges colonialistes, fera longtemps le silence sur le geste de ceux qui comme Liéchi refusent de porter les armes contre notre peuple. Le vote des pouvoirs spéciaux est suivi d'un grand sommeil marqué par une aggravation constante de la guerre et de ses horreurs.

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PERMANENCE

64, rue de Richelieu
PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite

Métro: Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.
le samedi, tout l'après-midi

Le prochain Numéro de
« La Vérité des Travailleurs »
paraîtra le 22 mars

LES FONDEMENTS THEORIQUES DE LA POLITIQUE DU P.C.F.

A) L'UNION FRANÇAISE

Le caractère premier de l'attitude du P.C.F. quant à la question coloniale est de clamer urbi et orbi que l'intérêt des peuples opprimés est de rester unis à leur métropole, « le droit au divorce n'entraîne pas l'obligation de divorcer », écrit Maurice Thorez qui conclut à la nécessité de l'union. Cette manière de voir trahit la sous-estimation, sinon le mépris des mouvements de libération dans les colonies, et l'intention de faire d'eux une force d'appoint des mouvements français. Avant guerre, l'union était nécessaire en Afrique du Nord, par exemple, à cause des « prétentions franquistes ou italiennes ».

Aujourd'hui, elle l'est à cause des « prétentions de l'impérialisme américain ». En 1945, en Syrie et au Liban, c'était l'impérialisme anglo-saxon qui justifiait les critiques contre le mouvement de libération. Si les contradictions entre l'impérialisme français et ses prétendus concurrents se résolvent toujours par la supériorité pour les peuples coloniaux de l'impérialisme français, alors, en effet, le droit au divorce disparaît, car ces contradictions ne disparaîtront qu'avec l'impérialisme colonisateur. Cela revient en fait à refuser aux colonies des textes du P.C.F. Dans son discours à l'Assemblée du 20 mars 1957, L. Casanova résume clairement cette politique :

« Notre parti tient compte des données de fait complémentaires que voici, d'abord l'existence entre la France et l'Algérie de liens historiques concrets. Ensuite, la présence sur le sol d'Afrique, depuis plusieurs générations d'une population algérienne d'origine française et européenne dont les intérêts n'ont rien à voir avec le colonialisme. Enfin, l'assistance dont les peuples nouvellement émancipés ont besoin pour combler le retard que le régime colonial leur a imposé ». A partir de telles prémisses, le P.C.F. se prononce (Fajon 13-4-56) « pour l'existence de liens durables entre la France et l'Algérie dans l'ordre politique, économique et culturel au sein d'une véritable Union Française ». En 1956, dans les « Cahiers du Communisme », L. Feix explicite les fondements doctrinaux de l'attitude du P.C.F. « Certains dirigeants nationalistes préconisent la fusion des trois pays au sein d'un Maghreb arabe ou musulman, lié à tous les pays arabes ou musulmans, depuis le Maroc jusqu'au Pakistan. C'est là une vieille idée de la Ligue arabe, reprise et impulsée par les milieux bourgeois dirigeants du Caire et de Karachi. Voilà longtemps que Lénine et Staline ont montré le caractère forcément réactionnaire des courants basés sur la race ou la religion. Il est tout naturel que les Algériens, les Tunisiens, les Marocains éprouvent les uns pour les autres des sentiments fraternels. Il est également naturel qu'ils éprouvent une grande sympathie pour les peuples du Proche et du Moyen-Orient, tant en raison de la communauté de religion

et de la similitude de langue, que du soutien qu'ils ont reçu de ces peuples au cours de ces dernières années.

« Mais cela ne justifie pas une communauté politique contre laquelle jouent tant d'éléments historiques, géographiques, économiques et autres. Une autre voie est possible ou mieux, encore possible, pour les peuples d'Afrique du Nord: la voie de l'Union Française ». On ne saurait en si peu de lignes, mettre plus de contre-vérités historiques et d'aveuglement politique. Examinons le contenu réel de ces écrits.

1) Les liens historiques concrets entre la France et l'Algérie.

Que sont-ils, sinon les liens créés par le colonialisme et si de tels liens peuvent justifier le refus à l'Algérie de se séparer de la France, dans ce cas, jamais une colonie ne doit se séparer de sa métropole, car ce genre de liens historiques existe entre toutes les métropoles et leurs colonies. Et s'il faut parler de liens historiques réels, qu'il nous soit permis d'évoquer ceux créés entre les trois pays d'Afrique du Nord par la communauté de langue et de culture, par la communauté de lutte aussi contre le colonialisme français. La comparaison entre le soutien des peuples marocain et tunisien à notre lutte et celui du peuple français montre dans les faits et non pas seulement en théorie quels sont nos principaux alliés naturels.

2) L'assistance aux peuples nouvellement émancipés.

Ainsi donc, le colonialisme oppresseur, à peine vaincu, se transformerait en tuteur loyal? L'expérience de la Tunisie et du Maroc démontre chaque jour l'aberration de telles vues. Une colonie qui obtient son indépendance politique doit aussi assurer son indépendance économique. Pour ce faire, son intérêt est de n'être lié à personne, de n'utiliser les offres qu'en fonction de ses intérêts, « d'éviter les servitudes du tête-à-tête ». Quant aux « liens politiques », l'absence de contenu en fait une pure abstraction, à moins que le P.C.F. ne sous-entende (et dans ce cas, il faut le dire) des liens fédératifs.

Cette orientation, dont l'aspect chauvin et cocardier n'échappe à personne, si ce n'est à ses auteurs, fait appel à des notions équivoques et confuses, telles que « grandeur française », « intérêts légitimes de la France ».

(A suivre.)

ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »
bi-mensuelle à 12 pages

— 6 mois: 12 numéros ... 400 fr.
— 1 an: 24 numéros 800 fr.
— Sous pli fermé, respectivement. 800 et 1.600 fr.

Réglez par mandat:

C.C.P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2^e.